

Poutine IV peut-il devenir le grand réformateur de l'économie russe ?

dimanche 6 janvier 2019, par [Cyrille BRET](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Cyrille BRET](#), **Poutine IV peut-il devenir le grand réformateur de l'économie russe ?**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 6 janvier 2019.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Poutine I (1999-2004) a été le président de la restauration de l'autorité de l'Etat à l'intérieur. Poutine II (2004-2008) a été celui de la prospérité comme Poutine III (Premier ministre et président entre 2008 et 2018) a été celui de la modernisation des forces armées. Poutine IV (2018-2024, voire au-delà) peut-il enfin être le grand réformateur économique de l'économie russe ?

L'économie russe, éternellement au deuxième plan ?

2018 a été une année dense pour la Russie : sur la scène internationale, elle a apporté la confirmation des victoires militaires russes en Syrie en soutien au régime Al-Assad. Sur le plan intérieur, elle a vu la réélection triomphale de Vladimir Poutine pour [un quatrième mandat présidentiel jusqu'en 2024](#). En Occident, elle a consacré l'omniprésence de la Russie dans les affaires politiques intérieures américaines et dans les débats britanniques en raison de [l'affaire Skripal](#). Sur le plan du *soft power* 2018 a été marquée par la réussite de l'organisation de la Coupe du Monde de football mais aussi par les scandales de dopage manifestés à l'occasion des Jeux Olympiques d'Hiver en Corée.

Fait moins souvent relevé, 2018 a également confirmé **la sortie de la récession économique commencée en 2013 pour le pays. L'inflation est désormais stabilisée à environ 10%. Le taux de chômage est lui aussi relativement bas à 5% et la croissance est confirmée entre 1,5 et 2% du PIB.** Alors que la présidence Poutine s'engage dans un nouveau cycle et quand les spéculations vont bon train concernant le contenu du programme présidentiel, il est temps de revenir sur la dimension économique de la renaissance de la puissance russe. Elle est trop souvent négligée car la Russie est souvent abordée sous l'angle politique, militaire, idéologique ou stratégique. Comme si, pour les observateurs comme pour les responsables politiques russes, l'économie venait après la politique et la stratégie.

Pourtant savoir où en est l'économie russe est essentiel pour évaluer le niveau de la puissance russe. En effet, ceux qui redoutent une Nouvelle Guerre froide ou une reviviscence de l'impérialisme russe surestiment souvent la puissance économique de la Russie. Or elle est bien différente de la puissance économique et financière qui soutenait la puissance militaire de l'URSS. Avec un PIB compris entre celui de [l'Italie et celui de l'Espagne](#), la Russie ne peut prétendre au rang de superpuissance. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle est inoffensive ou négligeable. Mais le *hard power* russe comprend comme un élément constitutif les déterminants de l'économie russe. Dit autrement, à l'heure où les BRICS ont des économies d'une taille bien supérieure à celle de la Russie, celle-ci ne peut pas prétendre au statut de superpuissance à parité avec [les Etats-Unis](#) comme durant la période soviétique.

Evaluer les atouts et les lacunes de l'économie russe est également essentiel pour saisir les évolutions politiques intérieures du pays. On raisonne souvent en Occident comme si le rétablissement du prestige international de la Russie suffisait aux électeurs, aux contribuables ou aux retraités russes. C'est une erreur de perspective. Bien entendu, la restauration de la fierté nationale est essentielle aux décennies Poutine. Mais les attentes de la population sont très importantes et très explicites en matière économique et sociale.



Cyrille Bret

Crédit photographique : 2018, Inès Mallouh pour *Diploweb.com*
Mallouh/Diploweb.com

En d'autres termes, le quatrième mandat de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie pourra-t-il être consacré à l'économie ?

Pour analyser cette question, il est nécessaire de relever les inflexions récentes sur la scène politique russe (I), de rappeler les caractéristiques fondamentales de l'économie russe (II), d'analyser les faiblesses structurelles du modèle économique russe (III) ainsi que l'impact des sanctions (IV) afin de préciser les grands défis socio-économiques du mandat qui s'ouvre (V).

I. L'économie devient-elle (enfin) une priorité ?

L'économie serait-elle en train, en Russie, de sortir de son statut de priorité de deuxième ordre ? Plusieurs signes laissent penser que la relative négligence pour l'économie est en passe de se dissiper.

Lors de sa traditionnelle conférence de presse annuelle, le 20 décembre 2018, le président russe, Vladimir Poutine, a de nouveau souhaité placer l'économie et la protection sociale au centre de ses priorités pour son quatrième mandat. C'est ce qu'il avait déjà fait durant la campagne présidentielle durant l'hiver 2016-2017 et notamment lors de son discours aux parlementaires, le 1er mars 2018, quelques jours avant l'élection. De ce manifeste, l'Occident avait surtout retenu l'annonce - confirmée depuis lors - de la mise en service de nouveaux missiles hypersoniques. Mais l'annonce la plus importante, pour le Russe de la rue a été le projet de réduire de moitié le nombre de pauvres en Russie. Donner la priorité aux questions économiques et sociales pour son nouveau mandat jusqu'en 2024, voilà ce que les citoyens russes attendent. C'est d'ailleurs le thème qu'il a à nouveau développé lors de son discours inaugural pour ce quatrième mandat présidentiel.

Par une coïncidence significative, la Banque Mondiale publie son *Rapport sur l'économie russe*. Comme le président russe, l'institution de Bretton Woods conclut à la nécessité de réformes économiques d'ampleur en Russie. Mais, plus précisément que Vladimir Poutine, la Banque Mondiale diagnostique une **fragilité de la croissance. Elle met en évidence le manque de main d'œuvre et d'investissement susceptibles de faire repartir la productivité.** A l'heure actuelle, l'économie russe semble se redresser mais les déterminants structurels de la

croissance sont eux, bien faibles.

Par-delà sa victoire électorale à plus de 75% des voix au premier tour en mars et son succès d'image sur la scène internationale grâce à la Coupe du Monde FIFA 2018 en juin et juillet, le président russe lui-même mesure les préoccupations économiques de ses concitoyens et électeurs. Ses taux de popularité ont sensiblement chuté depuis sa réélection à un peu plus de 50% d'opinions favorables. C'est un signe que le président prendra en compte assurément. En effet, le rétablissement de la fierté nationale ne suffit plus. La guerre contre la Géorgie en 2008, le lancement de la modernisation de l'armée en 2009, [l'annexion de la Crimée en mars 2014](#) et l'intervention en Syrie à partir de 2015 ont restauré la fierté nationale. **Mais aujourd'hui cela ne suffit plus. Les attentes de la population en matière sociale se manifestent de façon récurrente.** Manifestations contre la corruption en 2013, contre la destruction de logements sociaux à Moscou en 2017 et contre la réforme des retraites en 2018 : tous ces phénomènes sociaux marquent une impatience certaine, dans la population russe, concernant les questions économiques.

II. La première décennie Poutine (1999-2008) est une période de croissance par les exportations de matière première

Durant les années 2000 et les deux premiers mandats Poutine, la Russie a connu une croissance soutenue seulement en partie attribuable au rattrapage des années 1990. Durant cette période, la Russie reste un pays en transition entre le modèle administré et le modèle capitaliste : son PIB représente environ deux tiers du PIB français (2000 Mds US\$ en 2014, contre 2 800 Mds US\$ pour la France). **Au classement des pays par PIB, la Russie est au 9ème rang.** La croissance du PIB, constamment autour de 7 % par an entre 1999 et 2008, a depuis flanché. Après l'effondrement de l'économie entre 1990 et 1998, la Russie a bénéficié d'une **croissance de rattrapage** : le PIB n'est revenu à son niveau de 1990 qu'en 2005.

Mais cette croissance de rattrapage est aussi due à une plus grande insertion dans l'économie internationale. Appréciée par les marchés financiers internationaux, la Russie a bénéficié durant cette période d'apports de capitaux (Goldman Sachs invente en 2001 le groupe des BRICS promis à devenir les géants de demain) mais n'a pas saisi l'occasion de ces capitaux pour relancer son appareil industriel. Ancienne puissance industrielle, la Russie des années 2000 importe ses automobiles et ses machines-outils d'Allemagne, ses produits pharmaceutiques et ses biens de consommation de France et d'Italie. La crise la fait entrer en récession en 2009, puis après une faible croissance, stagne en 2014 (0,6%) et se contracte à nouveau en 2015.

L'euphorie des années 2000 a rangé la Russie dans les BRICS à l'extérieur et a conforté le pouvoir du président Poutine à l'intérieur. Mais elle n'a pas conduit à des réformes structurelles. Elle en pâtit encore aujourd'hui.

Cette prospérité apparente repose sur un modèle économique déséquilibré. A la différence des économies des pays de l'OCDE, c'est une **économie de rente basée sur l'exportation des matières premières** (énergétiques et minières) dont elle détient 30% des réserves totales. Sa dépendance aux exportations de produits pétroliers et gaziers est avérée. En 2012, celles-ci

représentaient : 16% du PIB, 52% des recettes du budget fédéral, 70% des exportations. Le secteur de l'armement est dynamique : la Russie est le deuxième exportateur d'armes au monde en 2015, derrière les Etats-Unis.

Récemment, [Julien Vercueil et Laurent Chamontin ont mis en évidence, sur Diploweb](#), les caractéristiques de ce « régime d'accumulation ». La dépendance à l'égard des exportations d'hydrocarbures est au moins triple : premièrement, la balance commerciale russe est dominée par ces exportations et les entrées de devises qui en sont la contrepartie ; deuxièmement, les finances publiques russes en sont étroitement dépendante de sorte que les budgets publics dépendent des hypothèses sur les cours internationaux du gaz et du pétrole ; troisièmement, le système politique tire sa puissance financière, politique, médiatique, etc. de sa participation à la manne des hydrocarbures.

Signes de ce déséquilibre, **les indicateurs de croissance à long terme sont négatifs**. La population générale perdu 800 000 personnes par an de 1990 à 2008 pour atteindre le point bas de 142 millions et repartir légèrement à la hausse depuis lors à 146 millions (Crimée comprise) en 2015. Dans le classement de l'ONU des Etats par l'indice de développement humain (IDH, indice synthétique basé sur l'espérance de vie à la naissance, le revenu par habitant et le niveau d'éducation), la Russie se situe dans un groupe intermédiaire en dessous des grands pays de l'OCDE, avec le Venezuela, la Turquie et l'Iran. Avec un indice de 0,798, elle est au 50ème rang alors que la France, avec 0,888 est au 22ème rang.

En somme, les décennies Poutine ne doivent pas être béatement considérées comme celle de l'enrichissement de la Russie. Certes, une certaine prospérité très inégalement répartie s'est installée dans le pays. Mais les questions structurelles de l'économie russe sont restées sans solution. Après deux décennies de pouvoir poutinien, la Russie est plus riche mais elle n'est pas pourvue d'un modèle de développement économique durable.

III. La Russie n'a toujours pas commencé sa mue économique

Après la récession des années 2015-2016, une croissance modérée est revenue en 2017. Cette année, le pays s'en sort assez bien avec une croissance du PIB estimée à une fourchette comprise entre +1,5% et 1,8% de croissance. Autre facteur favorable, les réserves de change ont pu être reconstituées pour absorber le prochain choc économique.

Toutefois, [le modèle de croissance et de développement de la Russie n'a pas fondamentalement changé depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine](#) en 1999. Le poids des hydrocarbures dans l'économie russe en général et dans les finances publiques fédérales reste considérable. Il s'est légèrement tassé depuis 2014 mais les ordres de grandeur soulignent la dépendance extrême de la Russie à ce secteur économique. Les hydrocarbures constituent aujourd'hui 59% des exportations russes et fournissent au moins 25% des recettes du budget fédéral. Même la diversification des clients est lente et limitée. Les projets de gazoduc vers la Chine (Force de Sibérie) et par la Russie du Sud (South Stream) n'annuleront pas à long terme la dépendance de la Russie aux exportations d'hydrocarbures vers l'Europe. **Aujourd'hui, l'économie de la Russie est fragile car elle est exposée aux variations considérables et rapides des cours des hydrocarbures et des métaux.** Ceux-ci ont crû de +33% en 2018 mais ont

enregistré une chute au dernier trimestre 2018 : le risque de retournement n'est jamais loin et c'est cette dépendance qui est inquiétante. A ces facteurs d'instabilité s'ajoutent les relations précaires de la Russie avec les grands producteurs et exportateurs de pétrole mondiaux. L'Arabie Saoudite a pu un temps apparaître comme un allié comme je l'ai soutenu sur Diploweb. Mais, comme l'a souligné la dernière réunion de l'OPEP+ en décembre 2018, les stratégies russe et saoudienne sont bien différentes. La Russie a aujourd'hui pour priorité de garantir ses parts de marché et ses recettes alors que l'Arabie Saoudite est prête à subordonner sa production à des impératifs politiques.

En somme, [la Russie de Poutine IV est aussi fragile que la Russie de Poutine I](#) d'un point de vue structurel, si ce n'est plus fragile encore. Plus préoccupant encore, l'analyse plus fine de la Banque mondiale montre que la croissance potentielle (le niveau qui serait atteint si tous les facteurs présents dans l'économie étaient utilisés efficacement) a chuté de plus de moitié en 15 ans, passant de 3,8 % à 1,7 %. En cause, les manques d'investissement, de main-d'œuvre et la chute de la productivité. La décennie 1999-2009 (d'une crise à l'autre) a été marquée par une croissance des cours, des exportations et du PIB. Mais elle n'a pas été utilisée par les pouvoirs publics pour remédier aux carences structurelles d'une prospérité rentière. Les biens manufacturés sont toujours essentiellement importés à plus de 90%, un taux digne d'un pays en voie de développement.

Du point de vue des structures économiques, les deux décennies Poutine sont des « décennies perdues ». La croissance du PIB fondée sur les exportations d'hydrocarbures ne doit pas l'occulter.

IV. Les sanctions ont toujours un impact important

Les sanctions adoptées par l'Union européenne à partir de 2014 en raison de l'annexion de la Crimée et de l'implication de la Russie dans les combats en Ukraine orientale sont constamment contestées, y compris au sein même de l'UE par la Hongrie ou Chypre et maintenant par [l'Italie de Salvini](#) et l'Autriche de Kurz. Mais elles ont été constamment renouvelées. C'est qu'elles sont assez bien ciblées pour pénaliser plus fortement les oligarques que le Russe moyen. Et leur impact sur l'économie à long terme est certain : c'est de financements et d'investissements que la Russie manque cruellement. La Chine ne compense que partiellement les sanctions financières. Cibler la capacité de la Russie à lever des fonds sur les marchés internationaux et la possibilité pour les oligarques d'opérer des mouvements de fonds, c'est disposer de réels moyens de pression sur la politique étrangère de la Russie.

En 2018, c'est le lien entre capacité de financement et capacité d'innovation technologique qui est primordial pour l'économie russe. L'annulation de l'exportation des BPC de classe Mistral est éclairante à cet égard : pour remédier à la déconfiture de la non-livraison, la Russie a pu s'appuyer sur un accord militaro-financier avec la Chine, s'appuyant sur la force militaire russe et sa maîtrise technologique, grâce au soutien financier chinois. Mais c'est une solution temporaire qui ne peut cependant pas s'éterniser pour rester durablement dans la course à la frontière technologique.

En 2018, le président russe n'est pas parvenu à surmonter l'effet dépressif des sanctions occidentales sur l'économie russe.

V. Les questions sociales sont plus complexes économiquement que politiquement

Le revers de la médaille économique et de la croissance du niveau de vie dans les grandes villes sont deux problèmes sociaux persistants : les retraites et la pauvreté.

Les retraites en Russie sont un problème économique et social d'autant mieux connus que l'électorat des retraités est essentiel au parti du président, Russie Unie. La réforme des retraites engagées à l'été 2018 pour augmenter la durée de cotisation est le point de cristallisation des mécontentements car les retraités sont très pauvres. Économiquement, augmenter l'âge de la retraite est une nécessité dans un pays qui n'a plus assez de main d'œuvre. Les manifestations ont été larges à l'automne pour protester contre cette réforme lancée dans la foulée de la Coupe du Monde.

Mais le problème structurel du marché du travail en Russie est la fuite des jeunes éduqués. Le vrai enjeu qui permettrait de débloquer une croissance soutenable sur le long terme du côté du marché du travail est donc : comment faire revenir les jeunes, hauts diplômés mais pas seulement. Le maintien des retraités sur le marché du travail permettrait déjà de retrouver 0,4 % de croissance, mais une réforme des retraites met longtemps à porter ses fruits. L'investissement, la re-migration et les gains de productivité pourraient fournir plus rapidement 1,1 %. Et c'est avant tout la re-migration qui permettra de débloquer les gains de productivité.

La pauvreté quant à elle reste endémique en Russie. Au plus fort de la récession de 2016 elle a avoisiné les 15% de la population. Les attentes de la population envers leur président et leurs autorités publiques sont donc considérables. Mais l'objectif de réduction de la pauvreté n'exige que peu d'augmentation des transferts sociaux. Le taux de prélèvement est assez bas et l'endettement public reste contrôlé : c'est tout à fait possible. Le grand risque macroéconomique reste l'incertitude liée à la dépendance de la balance extérieure et du budget de l'état au prix du pétrole. Et c'est là que la faiblesse structurelle du modèle économique rejoint la faiblesse structurelle du modèle social russe : la dépendance aux hydrocarbures ne peut pas compenser les inégalités criantes.

*

Le bilan 2018 de l'économie russe conditionne largement les attentes à l'égard du quatrième mandat de [Vladimir Poutine](#). Non résolues durant les décennies 1999-2018, les « questions maudites » de l'économie russe doivent être désormais affrontées : réduction de la [dépendance aux hydrocarbures](#), diversification de l'économie, reconstruction de l'industrie, protection des investissements, lutte contre les inégalités et la pauvreté...

Il en va désormais du bilan historique du poutinisme. Qu'on le condamne ou qu'on le défende, celui-ci a assurément rempli deux de ses objectifs : rétablir le pouvoir central sur le plan intérieur et rétablir le prestige militaire à l'extérieur. Mais il reste à savoir si le poutinisme aura la capacité à placer la Russie sur la voie du développement.

Plus

[. Pierre Verluise \(dir.\), « Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières » , éd. Diploweb via Amazon](#)

Presque trois décennies après la disparition de l'URSS (1991), cette immense zone semble tombée dans un trou noir de la connaissance. Pour un jury ou un recruteur, rien de plus facile que de mettre en difficulté un candidat sur cet immense empire dont il n'a pas été contemporain. Née de la Révolution d'Octobre 1917, l'Union des républiques socialistes soviétiques s'est étendue jusqu'à 22 millions de kilomètres carrés ! Après s'être séparée des quatorze autres républiques, la Russie post-soviétique affiche encore 17 millions de kilomètres carrés ! Et entend bien conserver un droit de regard sur ce qui se passe à ses frontières, comme si la doctrine Brejnev de la « souveraineté limitée » était encore d'actualité. Pourtant, de grands acteurs comme les Etats-Unis, l'OTAN, l'UE mais aussi la Chine, avancent leurs pions sur ses marges. Ce qui provoque des tensions significatives, notamment lorsqu'une Russie qui aspire toujours à la puissance sort de ses frontières, en Géorgie (2008-) et en Ukraine (2014-).

Par convention, toute étude sur l'Europe géographique se doit d'intégrer la Russie et ses frontières. Cet ouvrage est conçu pour vous en offrir les clés. Nous avons rassemblé ici de véritables experts qui apportent des éclairages sur des fondamentaux de l'Histoire, la Géographie et la Géopolitique de la Russie et de ses frontières. La première partie présente l'Union des républiques socialistes soviétiques et ses lendemains. La deuxième se penche sur la Russie de Vladimir Poutine. La troisième offre un point approfondi sur ses fronts et frontières Enfin, la quatrième partie présente son hard power et son soft power.

Ces auteurs vous apporteront une expertise formulée de façon pédagogique. Vous pourrez ainsi mieux mettre en perspective les soubresauts de l'actualité, donner de la profondeur à votre analyse et sortir du lot.

Dirigé par Pierre VERLUISE, docteur en géopolitique de l'Université de Paris - Sorbonne, chargé de cours à la Sorbonne et professeur en CPGE, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). Il a fondé le séminaire géopolitique de l'Europe à l'École de guerre. Auteur, co-auteur ou directeur d'une trentaine d'ouvrages, fondateur du Diploweb.com et directeur de ses publications. Avec des contributions de 16 experts : Mathieu BOULÈGUE, Cyrille BRET, Laurent CHAMONTIN, Juliette DENIS, Gérard-François DUMONT, Colin GÉRARD, Patrice GOURDIN, Michel HELLER, Kevin LIMONIER, Thomas MERLE, Michel NIQUEUX, Jean-Sylvestre MONGRENIER, Thomas TANASE, Françoise THOM et Julien VERCUEIL et Pierre VERLUISE. Préparation du manuscrit : Estelle MÉNARD et Pierre VERLUISE.

[. Voir le livre de Pierre Verluise \(dir.\), « Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières » , éd. Diploweb via Amazon](#)

P.-S.

Cyrille Bret, ancien élève de l'école normale supérieure et de l'école nationale d'administration, agrégé et docteur en philosophie, enseigne la philosophie à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences po). Il vient de publier Cyrille Bret, « Qu'est-ce que le terrorisme ? », Paris, édition Vrin, 2018.